

Chronique mensuelle de politique internationale (2)

al-Katib al-Misri, janvier 1947

On dit que la politique mondiale, ce mois-ci, s'est véritablement vu accorder quelque mesure d'aisance, et d'accommodement, et que le monde accueillera la nouvelle année, calme, rassuré, dans une certaine mesure véritable. La source même de cela, dit-on, réside dans le fait que la propre session la plus récente des Nations unies s'est déjà achevée par des résultats que les hommes d'État victorieux eux-mêmes ont véritablement accueillis favorablement, et trouvés rassurants : l'acuité même du désaccord, entre les deux blocs rivaux — le bloc anglo-saxon, d'un côté, le bloc russe, de l'autre — s'est déjà véritablement adoucie. Il n'exista, parmi les orateurs, à l'Assemblée des Nations unies et ses propres commissions, nul de ce même conflit violent véritablement manifeste, lorsque l'Assemblée des Nations unies se réunit pour la première fois à Londres, ou lorsque la conférence de paix se réunit à Paris — bien que le désaccord s'intensifiât, et s'aiguïsât véritablement, par moments, jusqu'à avertir d'un réel danger, avant de finalement se résoudre, en fin de compte, en quelque sorte d'accommodement mutuel, dans lequel chaque partie en litige trouva un réel soulagement. Tout cela demeure vrai, hors de tout doute.

Il existe une autre même vérité, hors de tout doute aussi : la propre session la plus récente des Nations unies s'est déjà achevée par un accord véritable, sur toute une gamme de questions que l'on croyait jadis n'admettre nul réel accord du tout. Un accord véritable a déjà été atteint, par exemple, sur quelque mesure de progrès, vers la réduction des armements, et la supervision de la bombe atomique, et de toutes les armes qui lui ressemblent, ou s'en approchent, en leur propre puissance destructrice — cette même supervision demeurant exempte du droit de veto auquel les grandes puissances elles-mêmes s'accrochent si fermement. Il a même été accordé, à l'organisme même chargé de superviser cette même réduction des armements, le droit véritable d'inspecter, et de vérifier, à l'intérieur des frontières de chaque État, quel qu'il soit. Il ne demeure nul doute que cet même accord constitue un pas véritablement précieux, vers l'accommodement mutuel, et la coopération, entre les grandes puissances.

Mais le pessimisme excessif demeure un mal véritable, exactement comme l'optimisme excessif se révèle non moins véritablement dangereux. Que cet même accord soit donc consigné avec quelque satisfaction véritable — mais avec beaucoup de prudence véritable aussi. Car des parties en litige parvenant à un accord, dans l'enceinte même de la réunion des Nations unies, est une chose ; organiser les mesures pratiques véritables nécessaires à l'exécution de cet même accord, puis réellement exécuter cet même accord, avec une honnêteté, une sincérité, et une bonne foi véritables, en est une autre. Tout ce que nous pouvons véritablement affirmer, c'est que les propres hommes d'État des vainqueurs se sont séparés, leurs propres points de vue quelque peu rapprochés — accueillant ainsi la nouvelle année dans une mesure véritablement temporaire de sécurité. Mais les questions majeures qui demeurent la source même du désaccord, entre les vainqueurs, demeurent entièrement intactes, même à présent : l'Amérique monopolise encore la bombe atomique, n'a pas encore révélé ses propres secrets, n'a pas encore permis la destruction de ce qu'elle en a déjà construit, et n'a pas encore accepté de cesser sa propre production continue. Tout cela demeure tributaire de l'accomplissement même complet de l'accord, et de sa propre exécution complète, avec précision, honnêteté, et sincérité.

Les points de vue se sont également rapprochés, sur deux questions véritablement significatives. La première : la question espagnole. La Russie et la France avaient exigé de rompre entièrement les relations politiques, et économiques, avec l'Espagne, tandis que la Grande-Bretagne et les États-Unis refusaient cela avec tout refus véritable imaginable — et un accord fut finalement atteint, selon lequel les États rappelleraient leurs propres ambassadeurs, et leurs propres ministres plénipotentiaires, de Madrid, tandis que les ambassades, et les légations, demeureraient, supervisées par de simples chargés d'affaires, le Conseil de sécurité surveillant l'évolution des affaires en Espagne. Cette même mesure pourrait bien avoir un réel effet, pour sauver le peuple espagnol du propre régime du général Franco — ou elle pourrait ne pas l'avoir. Ce qui importe, cependant, c'est que les puissances se sont révélées véritablement capables de parvenir à une formule sur laquelle elles pouvaient réellement s'accorder.

La seconde question : le différend entre l'État grec, et ses propres voisins prorusses. Le Conseil de sécurité est déjà parvenu, sur cette même question, à un accord qui pourrait se révéler efficace, ou pourrait

ne pas l'être — un accord, néanmoins. Sa propre substance : qu'une commission internationale d'enquête soit établie, pour visiter les pays en litige, et soumettre son propre rapport au Conseil de sécurité. Il apparaît entièrement clair que chacune de ces mêmes variétés d'accord repose sur un accommodement mutuel, dans lequel chaque partie en litige concède une part de ce qu'elle veut — ce sont là, alors, des accords ni décisifs, ni abolissant les problèmes mêmes sous-jacents. Car exactement comme le propre problème de la bombe atomique demeure entièrement non résolu, ainsi le régime de Franco demeure-t-il entièrement en place, en Espagne, l'occupation britannique demeure-t-elle entièrement établie, en Grèce, et la guerre civile demeure-t-elle entièrement en train de faire rage, en Grèce aussi.

Il existe, aussi, un problème qui a occupé le monde pendant un an, et davantage qu'un an, et qui a déjà commencé à se résoudre lui-même, en ces jours mêmes, sans nulle intervention du tout, ni du Conseil de sécurité, ni des Nations unies : le problème iranien. Les propres armées de l'autorité centrale ont déjà pris d'assaut l'Azerbaïdjan, éliminé sa propre autonomie, se sont établies sur la frontière russo-iranienne, et ont restitué la propre autorité du gouvernement central, sur la totalité du sol iranien. La Russie ne s'y opposa jamais, et la Grande-Bretagne ne le soutint jamais non plus ouvertement. Mais il serait véritablement prématuré de déclarer la résolution finale même du problème iranien : les puissances victorieuses, du moins en apparence, observent silencieusement le propre développement de ce même problème, selon précisément ces lignes — mais nous verrons, une fois les élections iraniennes achevées, et le nouveau gouvernement formé, comment ces mêmes puissances victorieuses, avec leurs propres intérêts véritablement complexes, et des ambitions non moins complexes que leurs propres intérêts, concilient leurs propres positions avec ce même ordre nouveau.

La vérité véritable et établie, sur laquelle nul ne saurait diverger, c'est que tout cet même accommodement, affectant désormais la politique mondiale, en ces jours mêmes, trouve sa propre source dans un changement véritable, au sein de la propre stratégie russe elle-même. La Russie a indubitablement eu recours à quelque mesure de douceur, et de modération, se retirant d'une grande part de sa propre fermeté antérieure, sur un grand nombre de questions — mais quelle est la source véritable de ce même changement ? Ceux qui se précipitent vers un jugement disent que sa propre source réside dans la fermeté anglo-américaine, une fermeté qui fit véritablement sentir à la Russie que

sa propre fermeté menait vers la catastrophe. Nous croyons, nous, que sa propre source réside, plutôt, dans la ruse véritable de la diplomatie russe : il serait véritablement erroné d'imaginer que la Russie fut jamais entièrement résolue, dans sa propre fermeté, et son propre entêtement à la force — elle se montrait, plutôt, ferme, et excessivement ferme, sachant pleinement que ses propres rivaux ne lui concéderaient jamais tout ce qu'elle voulait. Elle défend son propre point de vue, alors, autant que la défense le permet, exigeant beaucoup, pour n'obtenir en fin de compte qu'un peu.

Il serait, de surcroît, une erreur véritablement grave, d'imaginer que la diplomatie russe ait été vaincue, devant la diplomatie anglo-saxonne : les Balkans demeurent entièrement à la Russie, à l'exception seule de la Grèce ; les propres revendications de la Russie, concernant les Détroits, demeurent entièrement en place ; et la Russie n'accepta, en fin de compte, les différents traités de paix, qu'après avoir obtenu l'étendue même la plus vaste de ce qu'elle pouvait véritablement espérer obtenir. On pourrait bien dire, alors, que les problèmes ayant jadis confronté les vainqueurs n'ont pas encore été résolus, de manière décisive, même à présent — la date même de cette même résolution décisive étant la réunion des propres ministres des Affaires étrangères des grandes puissances, à Moscou, dans deux mois.

Là — et là seulement — pourrions-nous véritablement discerner si le monde s'avance réellement vers la coopération, et l'accord, ou vers le rejet mutuel, et la discorde. Car cette même réunion à venir traitera le très grand problème poussant désormais l'Europe soit vers une paix véritablement stable, soit la préparant, plutôt, à une Troisième Guerre mondiale : le problème de la paix même que l'on veut imposer à l'Allemagne.

Tandis que la politique mondiale générale se déroule selon précisément ces lignes de rapprochement — véritablement rassurantes, sans jamais dissiper entièrement l'inquiétude —, des événements se produisent déjà, en Europe occidentale, porteurs de réelles conséquences propres, et pourraient bien se révéler plus véritablement lourds de conséquences, pour le propre avenir proche du monde, que toute cette même clameur qui emplit le monde, tout au long de la propre session de l'Assemblée des Nations unies. En Grande-Bretagne, le différend qui éclata au sein du parti travailliste, contraignant le gouvernement britannique à demander un vote de confiance, s'est à peine achevé, qu'un autre différend surgit, parmi les propres rangs travaillistes de nouveau,

et sur la politique étrangère britannique de nouveau aussi.

Ce même désaccord, cette fois, se révèle véritablement significatif : la propre aile radicale du parti travailliste croit que son propre gouvernement n'a pas honoré sa propre promesse, n'a jamais facilité le propre chemin de la démocratie à l'étranger, et croit que son propre gouvernement demeure socialiste, à l'intérieur de la Grande-Bretagne elle-même, tout en soutenant la réaction, hors de Grande-Bretagne. Cette même pression contraint véritablement le gouvernement à quelque apparence extérieure de conciliation — mais à peine ose-t-il même cette même conciliation formelle, que l'opposition conservatrice s'indigne véritablement, et M. Churchill s'écrie, à la Chambre des communes, que le gouvernement travailliste pousse l'Empire vers la dissolution.

Et ainsi le gouvernement socialiste britannique se trouve-t-il pris entre deux feux véritables : un feu lui venant de la gauche, de ses propres partisans radicaux ; un autre feu lui venant de la droite, de ses propres rivaux conservateurs. Il serait véritablement imprudent, aussi, de négliger d'autres feux qu'il affronte, hors de la Grande-Bretagne elle-même, provenant de ces mêmes nombreux problèmes, devenant véritablement plus complexes chaque jour, à travers la plupart des coins de l'Empire : en Inde, et en Birmanie, puis dans ses propres sphères d'influence aussi, comme le Proche-Orient, et le Moyen-Orient, par exemple.

Ceux qui croient véritablement en la propre parole de l'Empire britannique, et sa propre capacité à affronter les problèmes, et surmonter les difficultés, exactement comme il le faisait jadis, ont véritablement besoin de reconsidérer toute opinion qu'ils se sont formée eux-mêmes : l'Empire britannique est bien sorti de la guerre victorieux, hors de tout doute — mais n'a jamais triomphé seul, d'autres nations triomphant à ses côtés, des nations qui pourraient bien se révéler véritablement plus puissantes que lui, véritablement plus fortes, véritablement plus riches, et véritablement plus capables que lui de confronter les difficultés. L'Empire britannique fit, tout au long de la guerre, des promesses qu'il donna véritablement à l'excès, et le moment est désormais venu de les honorer — il avait cru, tout du long, pouvoir promettre aujourd'hui, pour rompre sa propre parole demain. Mais les peuples ayant reçu ces mêmes promesses ne se jouaient jamais, ni ne plaisaient — ils étaient véritablement, entièrement sérieux, et exigent désormais l'accomplissement de précisément ce qui leur fut promis.

En France, les élections à l'Assemblée nationale se tinrent dûment, selon les lignes déjà connues des lecteurs, sans qu'aucun parti n'obtînt la majorité absolue ; les élections au Conseil de la République suivirent, s'achevant selon exactement les mêmes lignes — et ainsi gouverner la France est-il devenu l'une des affaires véritablement les plus difficiles, nul parti ne pouvant gouverner seul, sans le soutien d'autres partis encore. Les communistes — leur propre parti le plus grand de tous — exigèrent la présidence du Conseil, pour se la voir refuser, par les autres partis. Le Mouvement républicain populaire l'exigea alors aussi, et fut de même écarté — et la France se trouva véritablement contrainte de se tourner plutôt vers le parti socialiste, un parti véritablement minoritaire, pour lui fournir un président du Conseil, et elle lui fournit dûment son propre grand dirigeant, Monsieur Léon Blum. Mais ce même dirigeant ne put unir les parties en litige, et se trouva véritablement contraint de former un gouvernement issu de son propre parti socialiste seul — et la France assista ainsi à ce même spectacle véritablement étrange : un parti minoritaire formant le gouvernement, soutenu par l'Assemblée nationale avec un soutien véritablement unanime, car elle n'y voyait nulle autre issue véritable à cette même impasse.

Ce même gouvernement demeure, naturellement, entièrement temporaire, appelé à démissionner, une fois qu'un président de la République sera élu — et nous verrons comment la France elle-même accueillera son propre destin, et comment se formera éventuellement la majorité destinée à la gouverner : une majorité véritablement penchant vers la gauche, ou une majorité véritablement modérée, et moyenne, à la place.

Tout cela pèse véritablement sur l'orientation même de l'Europe occidentale : toute l'affaire ne revient à rien d'autre qu'à une lutte véritable, entre gauchistes voulant prendre au capital autant qu'ils le peuvent véritablement, et droitiers voulant préserver, du système capitaliste, autant qu'ils peuvent véritablement en préserver.